



## Compte-rendu de la Formation Spécialisée du CSAL de l'Eure du 12 décembre 2023

Évreux, le 14 décembre 2023,

Représentant.e-s du personnel présents :

**Solidaires Finances Publiques** : 5 sièges de titulaires

- Chantal CADIOU
- Benoît COURTAUT
- Jean-Baptiste COUTELIS
- Jean-Christian ETIENNE
- Lætitia LEMARCHAND

**FO** : 1 siège de titulaire

- Fabien DUBOS

**CGT** : 2 sièges de titulaires

- Thomas LAFEUILLE
- Boriana CARNET
- Arnaud TALARD

Après ouverture de la séance et constatation que le quorum était atteint, il a été procédé à la lecture des liminaires de Solidaires Finances Publiques et de la CGT.

En réponse aux éléments de notre déclaration, la présidente a indiqué qu'elle n'était pas opposée à la transmission des déclarations d'accident de service aux représentant.e-s du personnel au fil de l'eau mais qu'elle était en attente d'une circulaire de précision.

À la demande de report du point concernant l'opération de désamiantage de Louviers à une séance prochaine qui lui serait entièrement dédiée, la présidente a indiqué qu'il ne se serait agi que d'éléments pour information, les candidatures au marché n'étant closes que depuis le 27 novembre 2023. Le point 4) est donc reporté.

### **1) Examen des fiches de signalement, des accidents de service, des maladies professionnelles, du registre santé et sécurité au travail, suivi des avis et des propositions du CSAL-FS**

Trois nouvelles fiches de signalement ont été abordées. Des courriers sont rédigés pour les deux premières, la troisième nécessite encore des précisions dans les éléments avant d'établir la réponse à donner. La question du ménage au PGP a été de nouveau abordée suite à réception d'une fiche de signalement. La Direction répond qu'elle est tenue par les marchés et que la DDFiP 27 est régionalement mal classée au regard du prix au m<sup>2</sup> des prestations de ménage.

Une nouvelle déclaration de maladie professionnelle est en cours d'instruction. L'imputabilité au service reste encore à être établie.

En réponse au suivi du registre santé et sécurité au travail, des réponses sont (en train d'être) apportées.

Concernant les avis et propositions du CSAL-FS, un GT sur la question du handicap est envisagé pour 2024.

## 2) Rapport de l'activité médicale 2022

**Solidaires Finances Publiques** a salué le travail réalisé par la Médecin du Travail. Les conclusions de son rapport sont édifiantes : charge de travail importante, perte du sens du travail, insécurité professionnelle, etc. Elle décrit aussi une augmentation de l'absentéisme aux visites, dû notamment à la distance lieu de travail – lieu de consultation, et alerte sur le besoin d'un temps médical plus important.

La Médecin du Travail évoque aussi dans son rapport le problème de la transmission des savoirs en lien avec le télétravail ou la charge de travail qui ne permet pas toujours aux sachants de dégager du temps pour les nouveaux. **Solidaires Finances Publiques** a de nouveau proposé que le tutorat puisse être valorisé financièrement.

Dans notre département où le NRP a été mené et achevé brutalement, la situation générale ressentie par la médecin du Travail est celle d'une charge de travail trop importante dans les services, pour des agent-e-s à cran, et où la moindre perturbation devient rapidement disproportionnée.

Concernant le SDIF de Louviers, qui a connu une année 2023 bien chargée, la Médecin du Travail déclare ne pas avoir eu de retours des actions mises en place suite à l'intervention dans le service de la psychologue du travail en 2022 pour éviter de nouveaux conflits.

## 3) Budget du CSAL-FS

L'exercice 2023 touchant à sa fin, il a été procédé à l'achat d'armoire à pharmacie pour équiper les centres des finances publiques du département afin d'épuiser le reliquat.

## 4) Présentation de l'opération de désamiantage à Louviers

Reporté à une prochaine séance dédiée.

## 5) Réponses au rapport de visite de l'ISST à Verneuil-d'Avre-et-d'Iton

Le rapport de l'ISST a permis de faire le point sur les corrections à apporter au CFIP de Verneuil-d'Avre-et-d'Iton concernant la prévention des risques et les questions d'aménagement et d'hygiène des locaux. Les réponses ont d'ores et déjà été majoritairement apportées. L'installation d'une fontaine à eau est envisagée. Un devis a été demandé pour vérifier le fonctionnement de la VMC.

## 6) Présentation de la note nationale sur la sécurité des agents

Les notes datées du 27 septembre 2023 concernant la protection et la sécurité des agent·e·s ont été présentées. M. A. Saint-Joanis est désigné délégué départemental à la sécurité bâtiminaire. Une réunion des chef·fes de service sur la sûreté a eu lieu fin octobre, et dont les conclusions ont été remontées à la Délégation interrégionale Nord. Les points d'attention portent sur :

- l'étanchéité des services ;
- l'installation d'alarme attentat/intrusion ;
- l'anonymisation des agent·e·s (en attente de la note nationale) et
- la délocalisation du contrôle.

Localement, une action sera menée pour assurer l'étanchéité des services face au flux des usager·e·s.

**Solidaires Finances Publiques** a demandé qu'un message soit envoyé aux chef·fes de service pour inviter les agent·e·s pouvant utiliser leur véhicule personnel dans le cadre professionnel à effectuer la démarche de sécurisation sur le site de l'ANTS.

La Direction a indiqué que de nombreux dysfonctionnements touchaient cette démarche et qu'elle avait alerté sur les problèmes rencontrés.

## 7) Actions mises en œuvre suite au signalement du 28/03/2023 en CSAL-FS SIP de Bernay

Après plusieurs visites sur site à la rencontre des agent·e·s, la Direction trouve que le climat semble apaisé. La Direction se félicite que toutes et tous les agent·e·s étaient présent·e·s lors de la dernière réunion. La Direction indique aussi qu'un lien actif entre l'encadrement et elle est établi pour le fonctionnement du service. S'agissant de l'antenne de Pont-Audemer, la Direction avertit qu'un point reste à faire.

Concernant le projet de réorganisation et d'installation du CFIP de Bernay, une séance du CSAL-FS lui sera dédié.

## 8) Questions diverses

Deux points ont été ajoutés.

Le premier concerne la modification des points de rassemblement d'évacuation incendie dans le cadre du relèvement du niveau Vigipirate à « Urgence attentat ». Celui-ci impose aux administrations de ne plus rassembler leurs agent·e·s sur la voie publique, y compris lors des exercices d'évacuation incendie. Deux résidences sont concernées dans l'Eure, les autres bénéficiant d'un parking privatif permettant le respect de la consigne.

Tout d'abord, la Cité Administrative : le point de rassemblement sur le parking devant la cité ne convient plus. Il sera déplacé côté parking de la CPAM en point unique multi-administrations.

Ensuite, le SGC d'Évreux : bien que disposant d'une petite cour intérieure, la Direction indique préférer la sensibilisation des agent-e-s à la reconnaissance du signal d'alarme, aux parcours à emprunter pour évacuer, et au rappel des consignes.

Le second point concerne l'examen du planning des visites de site du CSAL-FS pour l'année 2024. Deux visites sont prévues : le SGC d'Évreux au 1<sup>er</sup> semestre et la Trésorerie hospitalière au 2<sup>nd</sup>.

Les représentant-e-s **Solidaires Finances Publiques** au CSAL-FS